

## L'histoire de la Cagoule revisitée

Eric Panthou

► **To cite this version:**

Eric Panthou. L'histoire de la Cagoule revisitée : Analyse critique de l'ouvrage Murder in the Metro : Laetitia Toureaux and the Cagoule in 1930s France, par Gayle K. Brunelle, Annette Finley-Croswhite-Croswhite. 2016. <hal-01273810>

**HAL Id: hal-01273810**

**<https://hal-clermont-univ.archives-ouvertes.fr/hal-01273810>**

Submitted on 14 Feb 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **L'histoire de la Cagoule revisitée. Analyse critique de l'ouvrage *Murder in the Metro : Laetitia Toureaux and the Cagoule in 1930s France*, par Gayle K. Brunelle, Annette Finley-Croswhite-Croswhite**

Eric Panthou

**Mots clés** : extrême droite, France, fascisme, terrorisme, crimes et délits politiques, Front populaire, Comité secret d'action révolutionnaire, Sociétés secrètes, La Cagoule, Eugène Deloncle, Lætitia Toureaux, Mouvements anticommunistes.

Deux universitaires américaines viennent de publier *Murder in the Metro*<sup>1</sup>, première synthèse en anglais sur l'histoire de cette organisation secrète et puissamment armée qui malgré une existence éphémère (mi 1936 - fin 1937) inquiéta fortement les pouvoirs publics de l'époque à défaut d'avoir attiré depuis l'intérêt des chercheurs.

*Murder in the Metro* constitue le premier livre écrit par des historiens sur ce qu'on a pris l'habitude de dénommer la Cagoule ou bien le Comité Secret d'Action Révolutionnaire (CSAR) et qui se prénommaient en réalité OSAR ou OSARN.

Certes, le journaliste Philippe Bourdrel a depuis longtemps proposé une synthèse sur cette organisation mais son ouvrage, réédité et enrichi d'éléments issus des archives, n'a jamais constitué un travail d'historien basé sur la citation des sources consultées, la comparaison avec les travaux menés sur le même sujet et la recherche de problématiques aidant à mieux éclairer les enjeux historiographiques sur cette question.

Et la dernière publication du journaliste sur le même sujet conserve les mêmes défauts en y ajoutant le goût de l'anecdote qui sert peu l'analyse de ce qui motiva les cagoulards<sup>2</sup>.

Si Frédéric Monier et Annie Lacroix-Riz ont traité de la Cagoule dans certaines de leurs dernières publications, celle-ci n'était pas au centre de leur sujet et les sources n'ont pas été utilisées de façon approfondie quand elles l'étaient<sup>3</sup>.

Avec l'ouvrage de Brunelle et Finley-Croswhite, l'histoire de la Cagoule demeure un peu plus le domaine des historiens anglo-saxons<sup>4</sup>.

C'est donc avec intérêt qu'on a pu découvrir cette publication, notamment quand les auteurs exposent d'emblée les difficultés auxquelles elles ont pu être confrontées pour accéder aux sources nécessaires à leurs recherches. Ceci ne pouvait que susciter la

---

<sup>1</sup> Gayle K. Brunelle, Annette Finley-Croswhite, *Murder in the Metro : Laetitia Toureaux and the Cagoule in 1930s France*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2010, 266 p.

<sup>2</sup> Philippe Bourdrel, *Les Cagoulards dans la guerre*, Paris, Le grand livre du mois, 2010, 282 p.

<sup>3</sup> Annie Lacroix-Riz n'a par exemple pas consulté la principale source sur la Cagoule que sont les archives du procès.

<sup>4</sup> La liste est assez longue des auteurs anglo-saxons ayant étudié la Cagoule et ses avatars, de Geoffrey Warner en 1960 à Brunelle et Finley-Croswhite en 2010, en passant par Jan. A Stevenson (1972), Bertram Gordon (1975), Joel Blatt (2002), David L.L. Parry (2003), Valerie Deacon (2003).

curiosité de l'auteur de la présente note confronté lui-même à des obstacles similaires dans ses recherches sur la Cagoule.

En prenant le parti pris d'étudier la Cagoule à partir d'un crime dont elle était suspectée d'être l'auteur, les deux historiennes ont à la fois voulu limiter le périmètre de leur travail sans pour autant réussir selon nous à être convaincantes sur le sujet précis à l'origine de leur recherche : le meurtre en 1937 de la jeune et belle Lætitia Toureaux.

En réalité, seuls quatre chapitres sur huit et 81 pages, y compris les notes, sur les 244 de l'étude portent sur ce meurtre, la recherche des assassins et leurs motivations. Autant dire que le titre de cette enquête sert davantage de prétexte à une véritable histoire de la Cagoule même si les auteurs s'en défendent.<sup>5</sup>

On ne s'en plaindra pas tant les études sérieuses sur la Cagoule sont rares<sup>6</sup>.

Le choix d'étudier cette organisation au prisme d'une de ses possibles actions était une piste intéressante mais le résultat s'avère moins novateur et riche que la préface le laissait espérer. Paradoxalement, les auteurs penchent plutôt pour la thèse d'un crime commis par les services secrets italiens et non le CSAR ce qui amène à s'interroger sur les raisons d'une étude aussi longue sur la Cagoule si le sujet était seulement centré sur le meurtre de Lætitia Toureaux.

Certes les auteurs ont largement eu recours aux archives publiques, faisant d'ailleurs preuve d'un bel acharnement à ne pas abandonner en dépit des mises en garde ou de la mauvaise volonté de certains archivistes. Mais une analyse fine des sources citées soulève quelques réserves.

D'une part, plusieurs sources importantes n'ont pas été consultées et ne sont pas évoquées : compte-rendu du procès, série Z 5 et Z 6 des tribunaux d'exception après-guerre au CARAN, Archives Nationales de Fontainebleau, archives Xavier Vallat aux archives de Lyon, etc.

D'autre part, on observe que les archives du procès, pourtant de loin la source la plus riche et la plus volumineuse, ont été relativement peu utilisées dans la partie centrale de l'ouvrage consacrée à l'étude générale sur la Cagoule. Les dossiers issus des séries F7 (police) et 8 BIB 3061 (Justice) des Archives Nationales ont été ici davantage sollicités<sup>7</sup>, bien que moins intéressantes.

Et l'on constate que sur plusieurs points, les auteurs ont préféré s'appuyer sur des sources secondaires plutôt que de consulter les documents originaux<sup>8</sup>. Pour un travail

---

<sup>5</sup> Brunelle et Finley-Croswhite, 2010, *op.cit.*, p. 3.

<sup>6</sup> Là encore, ce sont les historiens anglo-saxons et principalement américains qui permettent une ré-interrogation de cette extrême droite des années trente en France. Joel Blatt, David L.L. Parry et Valérie Deacon ayant été les seuls avec Frédéric Monier à étudier la Cagoule ces dix dernières années.

<sup>7</sup> 23 citations des documents issus des Archives de Paris pour cette partie contre 32 pour la série F7 et 46 pour la série 8 BIB 3061.

<sup>8</sup> Ainsi, sur la question des bailleurs de fonds, les auteurs renvoient aux pages 141 à 160 du mémoire de Frédéric Freigneaux qui a lui étudié précisément les archives du procès. Brunelle et Finley-Croswhite, *op.cit.*, note 49 p. 139.

entamé en 1997, on peut regretter que l'analyse des sources connues et la recherche de nouvelles –on pense notamment ici aux archives des avocats des cagouleurs voire aux témoignages des descendants de ces derniers-, n'aient pas été menées plus loin.

Malgré ces réserves, cet ouvrage constitue la première véritable tentative pour replacer la Cagoule dans le contexte de la France des années Trente et pour rappeler le danger qu'elle a pu représenter.

Les auteurs ne manquent pas de pointer à de nombreuses reprises que les historiens français ont largement minimisé l'importance de la Cagoule d'où leur peu d'intérêt à l'évoquer dans leurs études. Et le débat intense qui est mené depuis plus de vingt ans entre historiens français d'un côté et historiens anglo-saxons de l'autre, sur l'absence ou non de racines fascistes dans l'idéologie et la pratique des droites en France dans les années Trente, n'a pas pour autant conduit à s'appuyer sur l'analyse de la Cagoule pour infirmer ou confirmer les arguments des uns et des autres.

C'est donc véritablement une nouvelle approche historiographique de la Cagoule qui est proposée ici, beaucoup plus pertinente que le travail universitaire récent de Valerie Deacon qui ne constitue qu'une mise en lumière de la Cagoule à travers la presse, l'auteur n'ayant eu accès à presque aucune des sources principales sur le sujet<sup>9</sup>.

Ces deux historiennes ont le grand mérite de vouloir contribuer à relancer l'analyse de la Cagoule. Elles voient dans certaines publications et surtout diffusions récentes à la télévision française, un regain d'intérêt pour un sujet qu'elles croyaient tabou en France jusqu'à peu.

Les difficultés qu'elles ont rencontrées pour accéder aux archives<sup>10</sup> ont marqué les deux historiennes, surprises par de telles procédures de dérogation ou par le malaise des archivistes à leur communiquer facilement les archives sur la Cagoule.

Cette expérience difficile les conduit vraisemblablement à surestimer les pesanteurs et interdits concernant l'accès à ces dossiers. Elles s'appuient aussi sur d'autres témoignages pour parler d'une véritable paranoïa largement répandue concernant l'histoire de la Cagoule<sup>11</sup>.

---

<sup>9</sup> Valerie Deacon, *The Art of Secrecy and Subversion : The Cagoule and French Politics*, M. A. Thesis, University of Victoria, 2005. Consultable en ligne.

<sup>10</sup> Cinq ans pour consulter pour la première fois le dossier sur le meurtre de Lætitia Toureaux déposé aux Archives de la Préfecture de Police de Paris ; six mois pour obtenir la dérogation pour consulter les archives du procès ; refus des archives nationales de reconnaître l'existence d'un inventaire manuscrit ; annexe des dossiers judiciaires de la Série B comportant des codes sur les enquêtes sur la Cagoule et le meurtre de Toureaux, vu quelques secondes par les auteurs lors de la première visite au CARAN.

<sup>11</sup> Brunelle et Finley-Croswhite, *op.cit.*, p. IX. L'un de leurs amis eut peur de leur faire des photocopies de documents par crainte d'une enquête de la police. On essaya de les dissuader sur un sujet pouvant nuire à leur carrière.

Nous ne mésestimons pas les difficultés qui existent encore pour accéder à ces documents, y compris pour les localiser<sup>12</sup>, mais nous ne pouvons en revanche que nous féliciter de l'accueil et de l'aide apportés par les professionnels des archives<sup>13</sup>.

Brunelle et Finley-Croswhite se réclament des analyses développées par Kevin Passmore et Samuel Kalman sur le fascisme et l'extrême droite en France. Elles incluent le CSAR dans ce groupe des organisations d'extrême droite d'inspiration fasciste et n'hésitent pas à reconsidérer l'importance de la Cagoule dans le contexte politique de l'époque à travers ses objectifs terroristes. Pour elles, ce groupe, en développant la peur et des méthodes brutales, a préparé l'opinion publique de droite à supporter un État autoritaire comme le fut quelques temps après le régime de Vichy, faisant de cette frange de la population les principaux soutiens à Pétain et Laval.

Pour les deux historiennes, le fait que la Cagoule ait échoué dans ses objectifs de renversement du gouvernement ne doit pas pour autant conduire à minimiser son importance et son rôle dans le climat politique de l'époque. Elles estiment que la capacité de l'organisation à acquérir et à dissimuler des stocks d'armes et de munitions aussi importants témoigne de l'habileté d'Eugène Deloncle et de ses acolytes, trop souvent sous-estimés à la fois par la police, la presse de l'époque puis par les historiens.

Elles constatent que la police fut dès l'hiver 1936-1937 informée de l'existence du CSAR<sup>14</sup> mais qu'elle ne se décida à agir, sur injonction des autorités politiques, que lorsque ces actes causèrent des risques pour la sécurité publique : après l'attentat au siège du patronat le 11 septembre 1937 et lors des préparatifs d'insurrection parisienne dans la nuit du 15 au 16 novembre de la même année. On apprend ainsi que dès le 1<sup>er</sup> décembre 1936, *l'Action Française* avait remis à la police un document l'alertant sur une organisation secrète en construction, formée au combat contre le communisme et dont Eugène Deloncle, Jacques Corrèze et Gabriel Jeantet seraient les premiers fondateurs<sup>15</sup>.

Si elles accordent peu de place à l'analyse de l'idéologie des dirigeants du mouvement, elles rejoignent David L.L. Parry quand celui-ci estime que dès 1937, Eugène

---

<sup>12</sup> Les mémoires de Pierre Mondanel sont sensées avoir été déposées à la Bibliothèque Nationale. Or, nos recherches auprès des services concernés n'ont jamais abouti. Et le spécialiste français sur l'histoire de la police, Jean-Marc Berlière, pourtant lui aussi informé de ces mémoires, n'a jamais pu mettre la main dessus. De l'aveu même de l'épouse du petit-fils de Pierre Mondanel, la DGSE elle-même chercha à connaître le lieu où étaient conservés ces manuscrits après la mort de l'ancien Directeur de la Sûreté. Source : Mail de Jean-Marie Berlière à l'auteur, 1<sup>er</sup> novembre 2009. Conversation téléphonique avec Madame Laborie, octobre 2008.

<sup>13</sup> Aux archives de la ville de Paris, malgré deux refus incompréhensibles de la directrice à nos demandes de dérogation, nous avons reçu conseil et soutien d'un conservateur pour ne pas abandonner face à ce qui apparaissait comme un abus de pouvoir et une décision injustifiée. Satisfaction nous a été donnée après 16 mois de démarches et d'obstination et avant même que la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA), sollicitée, donne son avis qui aurait sans doute été favorable.

<sup>14</sup> Au moins après la découverte d'un dossier compromettant sur le trafic d'armes envoyé par Maurice Juif à la consigne de la gare de Lille et découvert le 13 février 1937.

<sup>15</sup> Brunelle et Finley-Croswhite, *op.cit.*, p. 100.

Deloncle n'est plus dans l'optique du retour de la monarchie et se verrait bien lui-même comme un futur dictateur, allié à Mussolini<sup>16</sup>.

On aurait aimé aussi une analyse plus approfondie concernant les bailleurs de fonds de la Cagoule, sujet que les auteurs considèrent comme sans intérêt pour leur étude<sup>17</sup>. On retrouve néanmoins quelques estimations sur le budget du CSAR : 40 à 80 millions de francs, 40 millions selon Deloncle, dont au moins 8 versés par Michelin<sup>18</sup>. Pour les deux chercheuses, il est peu probable que des politiciens et des industriels aient donné autant d'argent à la Cagoule s'ils étaient persuadés que son objectif de renverser le gouvernement, en accord avec d'autres organisations d'extrême droite, n'avait aucune chance de succès<sup>19</sup>. Mais cette interprétation ne prend pas à compte, selon nous, le fait que c'est avant tout pour se défendre face au risque communiste que le patronat a été sollicité, non pour aider à renverser le gouvernement.

Les auteurs constatent le peu d'informations dont disposa la Justice concernant ces bailleurs de fonds. Quand la police perquisitionna le bureau de Deloncle à la Caisse hypothécaire et Fluviale, elle emporta un dossier complet de documents financiers compromettants. La plupart de ces documents révélaient comment l'argent était dépensé mais restaient muets sur leur origine. D'autres informations semblent avoir disparu ou avoir été détruites pendant et après (c'est nous qui soulignons) la guerre<sup>20</sup>. Elles rappellent que celui qui faisait office de secrétaire de la Cagoule, Aristide Corre, dans son journal, avoue avoir brûlé les comptes du CSAR le 22 septembre 1937.

Elles tentent une estimation des effectifs du mouvement. 200 affiliés connaissaient selon elles les véritables buts du CSAR et ses structures, 1200 autres prêtèrent serment de fidélité et plusieurs centaines d'autres se retrouvaient attachés à la Cagoule par le biais d'autres organisations d'autodéfense apparues un peu partout en région parisienne et en province à la même époque<sup>21</sup>. Ces chiffres sont inférieurs à ceux proposés par Frédéric Monier.

Au regard de ses effectifs très difficiles à évaluer comme le constate l'historien Steven Zdatny<sup>22</sup>, les auteurs jugent que la Cagoule était très bien financée, sans doute même de façon excessive. Elles notent que l'appui des industriels ne s'est pas limité à une aide financière comme le montrent par exemple les courriers transmis au Garde des Sceaux en faveur de la libération des Cagoulards en 1939 et 1940 par Pierre Taittinger, le patron des champagnes éponymes.

---

<sup>16</sup> David L.L. Parry, "Counter revolution by conspiracy, 1935-1937", in *The right in France : From Revolution to Le Pen*, sous la dir. de Nicholas Atkin et Frank Tallet, Londres, New-York, I.B. Tauris, 2003, p. 161-181

<sup>17</sup> Brunelle et Finley-Croswhite, *op.cit.*, p. 136.

<sup>18</sup> Les auteurs citent Édouard et Marcel Michelin comme bailleurs de fonds alors qu'il s'agit en réalité de Pierre Michelin, le fils d'Édouard Michelin. Curieusement, ce dernier n'est pas cité dans l'ouvrage alors qu'il fut sans doute le principal fournisseur d'argent du mouvement. *Ibid.* p. 139.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 127.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 139.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 105.

<sup>22</sup> Steven Zdatny, « The class that didn't bark : French artisans in the Age of fascism », in *Splintered classes : politics and the lower middle classes in interwar Europe*, 1990, New-York, Homes et Meier, p. 121-122.

Elles dépeignent des leaders aux profils différents –Jeantet l'intellectuel opposé à la brute Filliol- et aux mœurs luxueuses et dépravées, à l'image d'un Aristide Corre dont on regrette que les carnets secrets n'aient pu être dévoilés entièrement et leur richesse insuffisamment exploitée jusqu'à présent par les historiens<sup>23</sup>. Refusant tout déterminisme, les portraits tracés des cagouards avant 1939 ne s'appuient pas sur le parcours ultérieur de ces hommes, notamment au moment de la Seconde Guerre mondiale, ce qui est louable.

Elles montrent comment ce noyau de dirigeants, généralement issus de *l'Action Française* formait un groupe d'intimes vivant dans les beaux quartiers parisiens, dans un monde à part, un monde de privilégiés. Le fascisme de la Cagoule n'est pas un fascisme s'appuyant sur le *lumpenprolétariat*.

Dans ce monde machiste où chacun a une maîtresse, les femmes sont utilisées pour leurs qualités de séductrices, quelques unes allant jusqu'à prêter serment tandis que d'autres servaient à surveiller certaines personnes (comme Navachine, bientôt assassiné par la Cagoule). D'autres encore étaient utilisées comme informatrices. Elles permirent parfois de nouer des liens avec des personnages très hauts placés au sein de l'armée mais aussi avec le Colonel de la Rocque via sa parente, Anne d'Orban de la Rocque.

Les liens avec les représentants des autres organisations d'extrême droite mais aussi de la droite parlementaire sont juste évoqués mais ils sont jugés indéniables. Ainsi le cagouard et trafiquant d'armes bordelais, Robert Orain, fut régulièrement aidé par le leader du Front National local, notamment pour cacher ses armes devant rejoindre l'Espagne franquiste<sup>24</sup>. Les auteurs considèrent que beaucoup des membres de la Cagoule venaient des ligues de droite qui prirent leur essor dans les années Trente. Ils conservaient ainsi des contacts avec ces dernières qui tout en étant également favorables au fascisme étaient plus légitimes et moins extrémistes mais pas moins hostiles au gouvernement de Front Populaire. Les liens préservés avec ces ligues pouvaient également rendre crédible le fait de stocker autant d'armes pour en permettre l'usage à leurs adhérents en cas de coup d'État. C'est en tout cas l'hypothèse retenue<sup>25</sup>. On aurait aimé que les auteurs précisent sur quels éléments elles s'appuient pour proposer une telle analyse. Comme on aimerait savoir si une éventuelle utilisation des armes du CSAR par d'autres troupes était envisagée dans un simple but d'autodéfense comme les témoignages le disent tous, ou bien pour renverser le gouvernement comme Finley-Croswhite et Brunelle semblent le penser ?

On a du mal à cerner la problématique de l'ouvrage hormis la volonté de démontrer le caractère dangereux de la Cagoule et le rôle qu'elle joua pour développer un climat de peur avant guerre. Les auteurs révèlent à ce propos les centaines de lettres anonymes

---

<sup>23</sup> On ne sait d'ailleurs pas où sont conservés ces manuscrits dont Christian Bernadac n'a présenté qu'une version épurée.

<sup>24</sup> Brunelle et Finley-Croswhite, *op.cit.*, p. 126-127.

<sup>25</sup> *Ibid.* p. 141.

sensées dénoncer alors les détenteurs d'armes -ou d'appareils de T.S.F permettant de communiquer sur tout le territoire-, reflet selon elles du climat de l'époque<sup>26</sup>.

Les auteurs insistent sur l'importance de l'armement de la Cagoule et ses réseaux pour s'en procurer. L'OVRA de Mussolini fut l'un des premiers fournisseurs du groupe de Deloncle. L'Espagne de Franco, à qui la Cagoule avait livré des armes dans un premier temps, fut à un moment donné suffisamment bien armée pour en fournir elle-même à ses sympathisants français. Ces armes étaient de très bonne qualité, achetées chez les manufacturiers les plus réputés d'Europe. L'importance et la variété de celles-ci témoignent du fait que la Cagoule avait des ambitions autres que des attaques d'individus isolés ou d'explosions limitées. Elles rappellent à ce propos le contexte d'une époque où à gauche comme à droite, dans toute l'Europe, on essayait d'armer les troupes espagnoles, qu'elles soient loyalistes ou rebelles. Ces trafics facilitèrent grandement la recherche d'armes par la Cagoule.

Au regard de la masse d'armes stockées, bien supérieure à celle nécessaire aux membres de la Cagoule, les auteurs estiment que lorsque Eugène Deloncle déclarait pouvoir compter sur 120000 hommes en France, il parlait davantage des effectifs qu'il espérait rallier en cas de putsch que ceux ayant alors prêtés serment. Nous penchons dans leur sens.

Les deux historiennes reviennent en détail sur la mobilisation des effectifs du CSAR la nuit du 15 au 16 novembre 1937. Si c'est le docteur Martin -responsable du service de renseignement du CSAR- qui alerta la direction d'un probable coup d'État communiste cette nuit là, les auteurs jugent que Deloncle s'est abusé lui-même en croyant à cette information et en décidant alors de mettre ses troupes en alerte pour constituer une force supplétive capable d'aider l'armée. L'objectif final était de persuader le haut commandement militaire de la réalité de ce coup d'État communiste afin que l'armée prenne la rue, soutienne la droite contre les communistes et contribue au renversement de la III<sup>e</sup> République. Il s'agissait alors de mettre en place un gouvernement militaire aligné sur ceux de Franco et Mussolini dans un Front latin opposé aux anglo-saxons et aux Allemands. Constatant l'absence d'action des communistes, Deloncle, opposé à Filliol, renonça à faire occuper la rue par ses troupes de peur de perdre l'appui de ses soutiens dans l'armée et dans la bourgeoisie. Il estima en même temps avoir été trahi cette nuit là par Loustaunau-Lacau, chef du réseau Corvignoles, service de renseignement anticommuniste dans l'armée dont certains membres étaient en liaison avec les cagouleurs.

A propos des soutiens militaires de la Cagoule, les auteurs n'apportent guère d'éléments nouveaux, reprenant notamment la thèse de Nicolas Atkin selon laquelle Pétain, bien que non cagouleur, fut suffisamment effrayé par le risque d'insurrection communiste pour tolérer l'existence du CSAR avec l'espoir même d'en tirer avantage<sup>27</sup>. Les officiers du Deuxième Bureau (Services secrets de l'armée) continuèrent ainsi à garder leur sympathie pour la Cagoule, le but étant de l'infiltrer pour mieux contrôler ces hommes d'action et s'en servir comme une main-d'œuvre

---

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 136.

<sup>27</sup> Nicolas Atkin, *Pétain*, Londres, 1998, Longman, p. 54.



dans le combat contre les communistes. Les auteurs pointent les passerelles existant entre police et services secrets de l'armée mais aussi avec la Cagoule. Chacun essayait de disposer d'informateurs dans ces différentes structures ou n'hésitait pas à s'échanger des informations<sup>28</sup>. On n'explique pas autrement pourquoi Aristide Corre disposait d'éléments aussi précis sur le contenu des interrogatoires des cagouleurs par la police parisienne alors que, réfugié à San Sebastian, il ne disposait en principe que de la presse pour s'informer.

Les auteurs révèlent ensuite avec justesse qu'il existait semble-t-il des complicités avec les juges. En revanche, elles affirment sans doute trop vite que Laval, ainsi que Darlan et Weygand, également membres des cabinets de Pétain, avait été dans les années Trente membres ou sympathisants de la Cagoule. Plusieurs auteurs ont au contraire insisté sur les grandes tensions existant entre Laval et Deloncle, le premier ayant pourtant mis en contact Marcel Déat avec le second pour créer une nouvelle organisation pro allemande : *Le Parti National Populaire*. Il serait intéressant sans doute d'approfondir ce sujet.

Dans un chapitre final, les auteurs reviennent sur Lætitia Toureaux, qu'elles avaient délaissée dans le corps de leur étude. Elles la présentent comme une informatrice des services secrets italiens mais aussi de la Cagoule et de la police française. Issue d'un milieu modeste, originaire d'une région antifasciste de l'Italie, elle devint fasciste dans les années Trente et fit alors de fréquents voyages en Italie. Elle connaissait sans doute les préparatifs de la Cagoule et du gouvernement italien concernant les frères Rosselli bientôt assassinés, certainement informée par son amant Gabriel Jeantet. Elle se sentit dès lors menacée par ces lourds secrets et échappa deux fois à une tentative d'enlèvement puis d'assassinat. Écartant les aveux de Pierre Locuty et Jeantet reprenant les propos que leur avaient tenus respectivement Méténier et Filliol sur la responsabilité de la Cagoule dans l'assassinat de Toureaux, les auteurs ne retiennent pas cette hypothèse. En l'absence d'aveux des meurtriers présumés, des doutes émis par la police sur la régularité des procédures lors du recueil des témoignages de Locuty et Jeantet, elles constatent que le mode opératoire n'est pas celui de la Cagoule, habituellement brutal et spectaculaire. Pour elles, le meurtre a plutôt été l'œuvre d'un homme de l'OVRA. Mais la police fut sans doute fortement encouragée à ne pas poursuivre ses recherches dans cette direction au moment où les autorités cherchaient à éloigner Mussolini d'Hitler et à renforcer les liens entre la France et l'Italie.

Dans leur conclusion, les deux historiennes s'interrogent sur les raisons pour lesquelles le dossier sur le meurtre de Lætitia Toureaux est inaccessible jusqu'à 2038, pourquoi tant d'archivistes ont essayé de les dissuader de poursuivre leurs recherches dans cette direction<sup>29</sup>.

---

<sup>28</sup> Notamment entre Paloc, l'envoyé du Deuxième Bureau à San Sebastian et Aristide Corre. Brunelle et Finley-Croswhite, *op.cit.*, p. 152.

<sup>29</sup> Elles avaient déjà écrit une première étude sur ce meurtre, centrée uniquement sur l'impact de celui-ci dans l'opinion et sur la presse, faute au moment de cette première publication, d'avoir pu accéder à l'ensemble des archives. Annette Finley-Croswhite, Gayle K. Brunelle, "Murder in the Métro" : masking and unmasking Lætitia Toureaux in 1930s France, *French Cultural Studies*, 2003, 14/1, p. 53-80.

Ce silence sur la Cagoule s'expliqua d'abord parce qu'on ne voulut pas réveiller après guerre les conflits antérieurs à 1940, sachant de surcroît qu'une minorité de cagouleurs avaient rejoint, certes tardivement pour certains, la Résistance. De même, on constate que l'opinion puis les historiens ne considèrent pas la Cagoule comme une véritable menace, ce qui explique en partie le peu d'études qui lui sont consacrées et le silence qui en résulte. Pour les auteurs, ce silence s'explique surtout par le fait que plusieurs des membres du CSAR étaient issus des plus grandes familles françaises ou de hauts personnages de l'État. Elles citent à ce propos longuement les liens anciens et prolongés entre François Mitterrand et nombre de dirigeants cagouleurs (Méténier, Jeantet, Bouvyer, notamment). Elles rappellent que le fils de Gabriel Jeantet est sans doute aujourd'hui le journaliste le plus puissant de France en tant que dirigeant du Groupe *Sud-Ouest*.

Mais malgré ces pesanteurs, les auteurs concluent avec optimisme en constatant que la vision de la Cagoule a changé en France ces vingt dernières années et que celle-ci n'est plus un sujet tabou. Certes, elles ont conscience que leur travail risque de déconcerter certains chercheurs qu'on a pu dénommer historiens du consensus et qui estiment que la France des années Trente fut largement immunisée contre le fascisme. Mais elles apprécient dans le même temps les efforts faits dans le pays pour écrire une histoire de la période plus nuancée, prenant davantage en compte le caractère volatile de la situation. Pour elles, l'histoire de la Cagoule doit être réévaluée en tenant compte de sa capacité à manipuler l'environnement politique dans le pays, dans un contexte où proliféraient les complots contre la III<sup>e</sup> République.

Elles rappellent enfin que la Cagoule n'a à peu près suscité aucun intérêt chez les auteurs des principales synthèses sur la vie politique ou sur la droite en France dans les années Trente. Les historiens s'y intéressant préfèrent insister sur ses échecs plutôt que sur le danger qu'elle représentait pour les autorités. Annie Lacroix-Riz est présentée comme une exception par l'importance qu'elle accorde à cette organisation dans plusieurs de ses ouvrages mais les auteurs s'empressent d'ajouter –sans nous expliquer pourquoi– que ce travail doit être lu avec précaution car très controversé et largement déconsidéré en France, selon elles.

Au final, malgré le très bon accueil qu'il a reçu aux États-Unis et en dépit de la qualité du travail réalisé et de la rigueur des synthèses apportées sur plusieurs sujets (trafic d'arme, assassinats des frères Rosselli, des trafiquants Maurice Juif et Jean-Baptiste, etc.), on reste relativement déçu par l'apport de ce livre.

On espérait qu'une telle étude se distingue de l'ouvrage fondateur de Philippe Bourdrel il y a près de quarante ans, pas seulement par la richesse de sa bibliographie et des références de sources utilisées. Or, trop peu de nouvelles informations sont présentées et on regrette que plusieurs sujets en débat ne soient pas abordés (La Cagoule : fasciste ou non ?) ou juste évoqués (ses liens avec les autres ligues de droite, ses financements). Quant à ses objectifs politiques et l'idéologie de ses dirigeants, il n'en est à peu près pas question.

Les sources existantes ont-elles donc fini d'apporter des informations susceptibles de modifier notre vision de la Cagoule ? C'est ce que pensait Frédéric Monier<sup>30</sup>. L'analyse des archives de Xavier Vallat relatifs à la Cagoule nous laisse espérer de nouvelles révélations comme celles attestant les liens entre le P.S.F. du colonel de la Rocque et les Enfants d'Auvergne, groupe d'auto-défense clermontois bientôt rattaché au C.S.A.R.

En attendant qu'enfin une thèse ou un ouvrage de référence soit écrit sur le sujet à partir notamment de l'analyse complète des très volumineux dossiers du procès.

Le 29 novembre 2010

---

<sup>30</sup> Frédéric Monier, *Le complot dans la République : stratégies du secret, de Boulanger à la Cagoule*, Paris 1998, éd. la Découverte, p. 272.